Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2015-851** **08/10/2015**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 17

Objet : Appel à candidatures : 17 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence des aires marines protégées :

1 poste de chef(fe) de l'antenne Atlantique (catégorie A+ ou agent contractuel) à NANTES (44).

Agence de l'eau Loire-Bretagne :

1 poste de chef(fe) de service (catégorie A) à SAINT BENOIT (86).

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail (ANSES) :

1 poste d'assitant(e) qualité (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) de projet base de données au sein de l'unité d'évaluation des risques liés aux agents physiques (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de coordinateur(rice) d'expertise en évaluation des risques liés à la nutrition (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

FranceAgriMer (FAM) :

1 poste de chef(fe) du service des ressources humaines (catégorie A/A+) à MONTREUIL (93).

1 poste de chef(fe) de l'unité entreprises et filières (catégorie A) à MONTREUIL (93).

Institut Français du Cheval et de l'Equitation (IFCE) :

1 poste de responsable de mission assistance à maîtrise d'ouvrage (AMOA) (F/H) (catégorie A) à ARNAC – POMPADOUR (19).

Conservatoire du littoral :

1 poste de directeur(rice) adjoint (catégorie A+ ou agent contractuel) à ROCHEFORT (17).

Parc National des Calanques :

1 poste de chargé(e) de mission – activités en milieu marin (catégorie A) à MARSEILLE (13).

Premier ministre/Secrétariat Général du Gouvernement/Services Interministériels Départementaux des Systèmes d'Information et de Communication (SIDSIC) :

1 poste de chef(fe) de service (catégorie A) à AURILLAC (15).

1 poste de chef(fe) de service (catégorie A/A+) à CHARTRES (28).

1 poste de chef(fe) de service (catégorie A) à MONTAUBAN (82).

1 poste d'informaticien(ne) (catégorie B) à YZEURE (03).

1 poste d'informaticien(ne) (catégorie B) à PERIGUEUX (24).

1 poste d'administrateur(rice) des réseaux et des systèmes d'information (catégorie B) à RENNES (35).

1 poste de technicien(ne) réseaux informatique (catégorie B) à NANTES (44).

L'adjoint au sous-directeur mobilité, emplois et carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Agence des aires marines protégées

Emploi proposé (susceptible d'être vacant)

Chef de l'antenne Atlantique (H/F)

Grade : ouvert **en priorité** aux fonctionnaires de catégorie A+ et, à défaut, aux personnels non titulaires de niveau équivalent.

Niveau d'études : minimum bac + 5 ou expérience équivalente.

Résidence administrative : Nantes

Position administrative : Position normale d'activité, détachement ou mise à disposition pour les fonctionnaires, ou contrat à durée déterminée de trois ans renouvelable pour les agents non titulaires

Nature de l'activité

L'Agence des aires marines protégées est créée par la loi du 14 avril 2006 sur les parcs nationaux, les parcs naturels marins et les parcs naturels régionaux. L'agence apporte un appui aux politiques publiques en matière de création et de gestion d'aires marines protégées et de façon plus générale de protection du milieu marin. Elle est une agence de moyens pour les parcs naturels marins et elle anime le réseau des gestionnaires d'aires marines protégées.

L'Antenne est chargée de décliner, à l'échelle de la façade Atlantique, la mission d'appui aux politiques publiques de l'Agence, qui s'inscrivent à titre principal dans les axes de la stratégie nationale de création et de gestion des aires marines protégées. Une attention particulière est portée à la contribution de la mise en œuvre des Directives Oiseaux-habitats-Faune/Flore (réseau natura 2000) et DCSMM.

L'antenne est l'interlocuteur privilégié des autorités et services déconcentrés de l'Etat, des organismes professionnels ou associatifs locaux ou régionaux, des gestionnaires d'AMP de la façade. Elle entretient également des liens avec les collectivités.

Elle est en relation avec les Parcs naturels marins d'Iroise, du bassin d'Arcachon et du Parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis, avec la mission pour l'étude de la création d'un Parc dans le golfe normand breton, ainsi qu'avec les autres catégories d'aires marines protégées. Elle contribue à assurer la cohérence des approches dans le domaine d'intervention de ces AMP (connaissance, suivi, gestion, sensibilisation,

etc.), au niveau de la façade. Elle développe pour ce faire des actions d'animation et des projets techniques fédérateurs.

Le domaine d'intervention de l'antenne est constitué par les eaux sous la compétence du Préfet maritime de l'Atlantique.

L'antenne Atlantique est basée à Nantes. Néanmoins l'étendue de la façade atlantique a conduit à maintenir deux pôles secondaires à Bordeaux et Brest. Le poste de chef d'antenne est localisé à Nantes.

Le/la chef de l'antenne Atlantique est placé(e) sous l'autorité hiérarchique du Directeur de département « appui aux politiques publiques » : ses activités principales sont :

- Le portage des objectifs et missions de l'Agence aurpès des partenaires extérieurs ;
- La représentation de l'Agence auprès des interlocuteurs et instances de la façade ;
- La supervision de l'élaboration et de la conduite de projets par l'équipe de l'antenne, en veillant à la cohérence de ces projets avec les objectifs stratégiques de l'Agence – dans certains cas, l'élaboration et la conduite de projets en propre ;
- Les relations européennes avec les autres états riverains de la façade atlantique et les membres de la commission OSPAR ;
- L'encadrement (dans la dimension technique et dans la dimension managériale) de l'équipe de l'antenne ;
- Le suivi et la gestion du budget de l'antenne, la réalisation du dialogue de gestion avec la direction du département ;
- Le portage des autres processus internes à l'Agence (dans les domaines administratifs, RH, etc.).

Qualités requises

Compétences et expérience professionnelle

Une expérience d'au moins dix ans dans le domaine du poste (ou dans un domaine connexe) est demandée.

- Encadrement et management d'équipe ;
- Connaissance des enjeux de protection et de gestion du milieu marin ;
- Connaissance des acteurs maritimes institutionnels, professionnels, du secteur associatif, du milieu scientifique (dans le domaine de la protection ou de l'étude du milieu marin) ;
- Connaissance des politiques publiques de la mer et des politiques publiques environnementales ;
- Une connaissance des enjeux de l'Atlantique serait un plus ;
- Anglais courant ; une pratique de l'espagnol serait un plus.

Qualités personnelles

- Capacité de *leadership* et d'animation d'équipe
- Diplomatie, écoute et négociation
- Capacité à travailler en mode projet dans un système transversal à l'organisation hiérarchique
- Capacité de synthèse et capacité rédactionnelle
- Capacité d'initiative et de proposition
- Sens de la communication

Candidatures

Date limite des candidatures : **27 octobre 2015**

Prise de poste : **avant fin mars 2016**

Les candidatures devront consister en une lettre de motivation et un curriculum vitae, et devront **impérativement** faire apparaître le statut du candidat (fonctionnaire ou contractuel). Elles sont à adresser :

- Par mail à : recrutement@aires-marines.fr ; en indiquant **impérativement en objet** du mail la référence **« P110»** ;

Ou

- Par courrier à : Agence des aires marines protégées, Service Ressources Humaines, 16 quai de la douane 29229 Brest cedex 02.

Les personnes souhaitant des informations sur le poste peuvent contacter M. François GAUTHIEZ (Directeur adjoint en charge de l'appui aux politiques publiques) au 02 98 33 34 96, Mél : francois.gauthiez@aires-marines.fr.

Modalités de sélection

Une première sélection des candidats est effectuée au vu de la lettre de motivation et du curriculum vitae. Les candidats fonctionnaires sélectionnés seront convoqués devant un (ou plusieurs) jury(s). En l'absence de candidature retenue parmi les fonctionnaires, les candidats non fonctionnaires sélectionnés seront à leur tour auditionnés par le(s) jury(s).

Orléans, le 29 septembre 2015

Diffusion : Interne et externe
Ministères
Autres agences

FICHE DE POSTE

EMPLOI TYPE	**CHEF(FE) DE SERVICE**
CATEGORIE DU POSTE	I ou fonctionnaire technique détaché(e) de catégorie A
AFFECTATION	**DELEGATION POITOU-LIMOUSIN** Service Actions Départementales Eau et Assainissement
RESIDENCE ADMINISTRATIVE	**SAINT BENOIT (86)**
TYPE DE CONTRAT	Contrat à durée indéterminée *(recrutement sous statut d'agent non titulaire de l'état)* ou par voie de détachement pour les fonctionnaires
POSTE A POURVOIR A PARTIR DU	Janvier 2016

MISSIONS PRINCIPALES	Assurer le management du Service Actions Départementales Eau et Assainissement composé de 5 personnes (4 chargés d'intervention en collectivités et un chargé d'intervention spécialisé en industrie).
ACTIVITES PRINCIPALES	Promouvoir, avec le service, la politique de l'agence dans les domaines de l'eau et de l'assainissement des collectivités locales et de l'industrie, Participer à la définition des objectifs du service, les décliner et s'assurer de leur mise en œuvre en coordination avec les partenaires de la délégation, évaluer l'atteinte de ces objectifs Définir les besoins du service, encadrer les agents, superviser et valider l'instruction des dossiers d'aides sur les plans techniques, administratifs et financiers. Superviser les relations avec les services de police de l'eau (MISEN) au niveau de la délégation. Piloter les partenariats avec les collectivités locales et les Conseils Départementaux et valider leur suivi.
RATTACHEMENT HIERARCHIQUE	Directeur de la délégation régionale
RELATIONS FONCTIONNELLES	Internes : Autres unités de la délégation, Direction des Politiques d'Intervention. Externes : services déconcentrés de l'Etat – collectivités locales – Conseils Départementaux.

CONNAISSANCES ET EXPERIENCE	Expérience confirmée des relations avec les administrations, les collectivités territoriales, les bureaux d'étude et de maîtrise d'œuvre Expérience dans le domaine de l'eau et de l'assainissement Expérience en management d'équipe et de projets

SAVOIRS FAIRE	Savoir définir des objectifs et les faire partager, Savoir proposer des orientations et apporter des éléments d'aide à la décision, Savoir argumenter et négocier, Savoir coordonner et animer un groupe de personnes, Savoir analyser, synthétiser des informations et les relayer de façon pertinente, Savoir arbitrer et faire preuve de fermeté, Savoir déléguer et mettre en place des dispositifs de régulation et de contrôle Savoir présenter des informations, argumenter devant un public, Savoir rédiger.
DEPLACEMENTS	Des déplacements nombreux sont à prévoir, principalement sur le territoire de la délégation régionale. Le permis de conduire (B) est indispensable.
FORMATION	Conditions statutaires : Recrutement externe : justifier d'un titre ou diplôme de 3ème cycle de l'enseignement supérieur (Bac + 5), soit d'un titre ou diplôme délivré par une école d'ingénieurs, soit de tout autre titre ou diplôme certifié de niveau I de qualification, soit d'un titre ou diplôme équivalent ; Recrutement interne : a) soit justifier d'une expérience professionnelle dans un poste de catégorie 1 b) soit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins trois années de services effectifs dans des fonctions de la catégorie II au sein d'une agence de l'eau et de l'accomplissement d'une période de mobilité d'au moins trois années de services effectifs hors de l'agence de l'eau employeur, dans des fonctions de niveau au moins équivalent à celles relevant de la catégorie II ; c) soit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins douze années de services effectifs, acquise dans des fonctions de la catégorie II au sein d'une agence de l'eau, ou dans des fonctions de niveau au moins équivalent dans le secteur public ou privé.
ENVOI DES CANDIDATURES **POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT CE POSTE**	Les candidatures (lettre de motivation et CV) doivent être déposées sur la bourse de l'emploi avant le **16 octobre 2015** Contacter M. Olivier RAYNARD : ☎ 05 49 38 56 88

www.eau-loire-bretagne.fr

Date : 1/10/2015

Poste à pourvoir	**Assistant Qualité (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public pour une durée de 6 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Janvier 2016**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Entité recruteuse Laboratoire de Sécurité des Aliments et Laboratoire de Santé Animale, site de Maisons-Alfort

La mission qualité conçoit, met en œuvre, maintient et améliore les systèmes de management de la qualité du laboratoire de sécurité des aliments, composé de deux sites géographiques distincts (le site de Maisons-Alfort et le site de Boulogne-sur-Mer) et du laboratoire de santé animale basé à Maisons-Alfort.

Les deux laboratoires sont composés de 15 unités/missions (environ 250 agents) accrédités « essais » pour leurs activités de référence selon le référentiel NF EN ISO 17025 depuis 2000.

Missions / contexte

Ainsi, la mission qualité coordonne, met en place et suit l'évolution de l'ensemble des démarches qualité et métrologie des deux laboratoires avec l'appui de l'ensemble des acteurs qualité selon 3 référentiels :

- la Norme ISO 17025 pour la réalisation d'analyses,
- la Norme ISO 17043 pour l'organisation d'essais interlaboratoires,
- le référentiel interne pour l'assurance qualité en Recherche.

La mission qualité est composée d'un chef de mission, responsable qualité/métrologie, aidé d'un adjoint qui s'appuie sur un réseau fonctionnel composé d'un responsable qualité et d'un responsable métrologie pour le site de Boulogne-sur-Mer, d'un référent métrologie et de référents qualité pour le site de Maisons-Alfort et d'un réseau de correspondants qualité et de correspondants métrologie dans chacune des 15 unités/missions.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité de l'adjoint au responsable qualité/métrologie des laboratoires, l'assistant qualité aidera l'adjoint au responsable dans le suivi des différents systèmes.

Activités

- Maintenir et développer des systèmes qualité
- élaborer/réviser les procédures générales et spécifiques
- Gérer et diffuser des documents qualité externes et internes
- Participer à la mise en œuvre du processus d'amélioration continue (réalisation des enquêtes client / enquêtes fournisseur suivi des non-conformités, aide à la préparation de la revue de direction…)
- Aider au suivi des prestations métrologie externes

Conditions particulières

- Néant

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 en assurance qualité en laboratoire d'analyses souhaité
Minimum BAC +3

Expériences similaires

- Expérience en assurance qualité (sur le référentiel 17025 serait un plus)

Compétences

- Connaissance du référentiel ISO 17025
- Rigueur, sens de l'organisation
- Aptitude au travail en équipe, bon relationnel
- Bonne expression écrite et orale
- Maîtrise des outils informatiques (pack office …)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 27 octobre 2015

Renseignements sur le poste : cecile.cecconi@anses.fr, chef de la mission qualité

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-127 à : recrutement@anses.fr)

Date : 06/10/2015

Poste à pourvoir	**Chargé de projet base de données au sein de l'unité d'évaluation des risques liés aux agents physiques (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public jusqu'au 27 juin 2017**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité d'évaluation des risques liés aux agents physiques (UERAP)

Missions / contexte

La Direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.
Au sein de la Direction de l'évaluation des risques, l'UERAP est chargée d'évaluer les risques que peuvent représenter les agents physiques comme les champs électromagnétiques non ionisants (basses fréquences, radiofréquences,

rayonnement optiques, …), le bruit ou encore certains risques émergents comme les nanomatériaux. Les activités dans le domaine des nanomatériaux concernent à la fois le suivi de l'évolution des connaissances sur la toxicité des nanomatériaux, la mise en œuvre d'évaluations des niveaux de preuve de leurs éventuels effets sanitaires ou encore la gestion de l'outil de déclaration obligatoire. L'équipe est composée de 10 personnes.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Le dispositif de déclaration obligatoire des nanomatériaux pour les fabricants, distributeurs et importateurs a pour objet de mieux connaître ces substances, leurs usages et les quantités manipulées sur le territoire national, de disposer d'une traçabilité des filières d'utilisation ainsi que d'une meilleure connaissance du marché et des volumes commercialisés. Depuis 2013, l'UERAP est en charge de la gestion du système de télé-déclaration et de l'exploitation de la base de données destinée à recueillir les éléments issus de la déclaration. Sous l'autorité du chef de l'unité, le « chargé de projet r-nano » est responsable du bon fonctionnement du système et de l'exploitation des données recueillies dans un objectif d'amélioration des connaissances sur ces substances à l'état nanoparticulaire.
La gestion du système et l'exploitation des données recueillies consiste plus particulièrement à assurer les actions suivantes :

Activités

1) Gestion du système de déclaration

- Participer à l'administration fonctionnelle de l'outil par la gestion des déclarants, des comptes, des mises à jour et paramétrages ;
- suivre le bon fonctionnement de l'outil et des fonctions associées ;
- proposer des améliorations et participer au suivi du développement de l'outil ;
- suivre le projet en collaboration avec la Direction des systèmes de l'information et en interface avec le prestataire informatique ;
- participer aux réunions de suivi du dispositif avec les ministères de tutelle.

2) Exploitation et mise à disposition des données

- Exploiter les données déclarées et produire des rapports scientifiques dans le domaine d'intervention de l'unité ;
- Valoriser scientifiquement les travaux en interne (réunions de direction…) et en externe (restitution aux parties prenantes, séminaires, etc.).

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :
Bac + 5 scientifique souhaité, ayant des connaissances en informatique et structuration de données.
BAC+3 Minimum

Expériences similaires

- première expérience en gestion de projet indispensable ;
- gestion de base de données, exploitation de données
- des connaissances sur les nanomatériaux seraient un plus.

Compétences

- connaissance informatique des outils tels que les bases de données pour la gestion d'un grand volume d'information (BO, Access, Macro Excel, etc.) ;
- autonomie pour la gestion de projet, esprit d'initiative, rigueur et esprit critique ;
- esprit de synthèse et aptitudes rédactionnelles ;
- capacité à travailler en équipe ;
- aptitude à la communication et à la vulgarisation scientifique ;
- maîtrise de l'anglais scientifique et technique (écrit et oral).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 27 octobre 2015

Renseignements sur le poste : M. Olivier MERCKEL, olivier.merckel@anses.fr, 01 56 29 56 33, Mme Aurélie NIAUDET, aurelie.niaudet@anses.fr, 01 56 29 52 07

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2015-128 à : recrutement@anses.fr

Date : 01/10/2015

Poste à pourvoir	**Coordinateur d'expertise en évaluation des risques liés à la nutrition (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité « Evaluation des risques liés à la nutrition » (UERN)

Missions / contexte

La DER assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'unité « Evaluation des risques liées à nutrition » (UENRN) est composée de 12 scientifiques. Elle assure l'animation, la coordination et le suivi des travaux du Comité d'experts spécialisés (CES) « Nutrition humaine » du groupe de travail pérenne « Nutrivigilance » ainsi que ceux des groupes de travail (GT) thématiques rattachés au Ces. Une grande part des travaux est dévolue actuellement à la saisine PNNS relative à la révision des recommandations nutritionnelles intégrant les recommandations alimentaires et relative à l'activité physique. Elle assure la communication scientifique des produits de l'expertise et présente l'activité scientifique de l'unité auprès des instances nationales et/ou communautaires.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

L'activité s'exerce au sein de l'unité d'évaluation des risques liés à la nutrition (DER). En collaboration avec les autres scientifiques de l'unité, l'agent assure la préparation et le suivi de l'expertise collective et des produits qui en sont issus, dans le domaine de l'évaluation des risques liés à la nutrition.

Activités

Sous la responsabilité du chef d'unité, contribuer à la coordination des expertises en évaluation des risques nutritionnels à travers les actions suivantes :

- Piloter le traitement de saisines et auto-saisines dans le cadre de l'expertise collective « Nutrition humaine » et des groupes de travail qui y sont rattachés,
- Vérifier la recevabilité scientifique des dossiers,
- Identifier les questions posées au CES, les moyens et les compétences nécessaires pour y répondre,
- Fournir un appui scientifique à l'expertise,
- Organiser les réunions (CES, groupes de travail, autres …),
- Rédiger les comptes rendus de réunions et tout ou partie du produit de l'expertise (avis, rapports),
- Gérer le produit de l'expertise de la validation par les CES jusqu'à la publication,
- Développer une expertise interne : (i) prendre en charge une saisine pouvant ne pas relever de l'expertise collective, en accord avec le président du CES et le chef d'unité concerné ; (ii) élaborer des synthèses bibliographiques, états des connaissances …,
- Contribuer à la préparation des documents susceptibles d'accompagner la publication des produits de l'expertise, à la diffusion de l'information (publications scientifiques, enseignement, formations, rapport d'activité, interviews média tous supports, etc.),
- Assurer la veille scientifique, réglementaire et technique en lien avec les services compétents (SAJ, documentation…),
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité,
- Encadrer des stagiaires dans son domaine de compétence,
- Participer aux activités internationales de l'agence dans le champ de la nutrition.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*.

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :

Diplôme d'ingénieur ou master du domaine de la nutrition (au sens large : alimentation et/ou activité physique), prévention à la santé, biochimie des aliments, physiologie humaine, santé publique….

Expérience similaire :

Débutant accepté

Compétences :

- Connaissance des grandes problématiques de nutrition et de sa réglementation,
- Aptitude au raisonnement scientifique,
- Capacité de synthèse et très bonnes aptitudes rédactionnelles,
- Réactivité et disponibilité,
- Facilité de contact, d'intégration et de travail en équipe,
- Maîtrise du recensement des données bibliographiques,
- Maîtrise de l'anglais scientifique, écrit et oral,
- Pratique des logiciels de bureautique,
- Compétences spécifiques en analyse de risques non indispensables mais appréciées,
- Compétences relatives au lien activité physique/santé non indispensables mais appréciées.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 31/10/2015

Renseignements sur le poste : Irène MARGARITIS, chef d'unité (01 49 77 38 08, irini.margaritis@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) en indiquant la référence 2015-111 à recrutement@anses.fr.

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
FranceAgriMer
Secrétariat général/Service des ressources humaines
12, rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 MONTREUIL CEDEX

Chef(fe) du service des ressources humaines

N° appel à candidature : 151004 **Catégorie : A/A+**	
Cotation parcours professionnel : 3	**Cotation part fonction PFR : 5 si corps des Attaché(e)s d'administration de l'Etat**
Poste susceptible d'être vacant **Localisation : Montreuil (93)**	
Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche. Ses missions consistent principalement à éclairer les acteurs économiques de ces filières (veille économique, suivi de marchés), à contribuer à l'orientation des filières (plans stratégiques, dialogue interprofessionnel, organisation), à accompagner les projets économiques des filières (mesures communautaires et nationales, investissements d'avenir, mesures de crise conjoncturelle,..). Au 31 décembre 2014, FranceAgriMer comptait environ 1 200 agents, dont 1/3 basés dans les services territoriaux, en DRAAF. Le service des ressources humaines est un service du Secrétariat général. Il est constitué de 2 unités et 2 missions et compte 34 agents.
Objectifs du poste	Définir, mettre en œuvre et piloter la politique de ressources humaines de l'établissement en fonction des objectifs stratégiques définis par le Directeur général.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Définition, mise en œuvre et évaluation de la politique de ressources humaines ; - Conduite du dialogue social et gestion des instances de concertation ; - Pilotage des effectifs et de la masse salariale (85 M€) ; - Gestion des carrières et de la paye ; - Pilotage de la politique de recrutement, de mobilité, de formation ; - Pilotage de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ; - Pilotage de la politique médico-sociale (portage pour les autres établissements du site) ; - Gestion du statut unifié – statut inter-établissements ; - Acteur de la communication interne ; - Conseiller la direction générale dans la gestion des ressources humaines ; - Administration du SIRH.
Champ relationnel du poste	L'ensemble des directions de l'établissement. Les organisations syndicales représentatives de l'établissement. La mission de contrôle économique et financier. L'ensemble des établissements présents sur le site de l'Arborial. Le service des ressources humaines du MAAF. Les organismes de contrôle : CCCOP, CCF.
Compétences liées au poste	**Savoirs/Connaissances :** - Missions, objectifs et services de l'établissement ; - Règles de la fonction publique ; - Statut des personnels titulaires et non titulaires ; - Gestion budgétaire des emplois ; - Gestion des ressources humaines. **Savoir-faire/Maîtriser :** - Management ; - Conduite du dialogue social ; - Pilotage de projets ; - Capacité d'initiative, réactivité ; - Intérêt pour les enjeux de modernisation de l'action publique dans le domaine GRH ; - Respect des règles de confidentialité.
Personnes à contacter	- Patrick Soler, Secrétaire général (intérim) – Tél. : 01.73.30.22.30 patrick.soler@franceagrimer.fr

Date limite de dépôt de candidature : 30 octobre 2015

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
FranceAgriMer
Interventions/Aides nationales, appui aux entreprises et à l'innovation/Entreprises et filières
12, rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 MONTREUIL CEDEX

Chef(fe) de l'unité entreprises et filières

N°appel à candidature : 151005
Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 3	**Cotation part fonction PFR : 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**

Poste susceptible d'être vacant
Localisation : Montreuil (93)

Présentation de l'environnement professionnel	Au sein de la Direction des Interventions – Service des aides nationales, appui aux entreprises et à l'innovation de FranceAgriMer, l'unité met en œuvre les dispositifs d'aide et apporte une expertise économique et financière sur les entreprises aval des différentes filières. L'unité est en charge des Projets Agricoles et Agro alimentaires d'Avenir (P3A) dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA). Elle gère également les procédures de cautionnement de financement d'entreprises du secteur des céréales et de la pêche ainsi que le suivi de l'activité d'équarrissage. L'unité a par ailleurs vocation à valoriser les informations obtenues à travers la mise en œuvre de ces procédures, par la réalisation d'études spécifiques en lien avec la direction Marchés Etudes Prospectives (MEP) ou la rédaction de notes pour la Direction ou les différents interlocuteurs de FranceAgriMer (MAAF).	
Objectifs du poste	Préparer, en liaison avec les délégués filières et IAA (Industries Agro Alimentaires), les services territoriaux et les services des ministères, les dispositifs d'aide et les mettre en œuvre. Piloter, en liaison avec la Direction Marchés, Etudes et Prospectives, les outils de suivi économiques sur les entreprises et co-réaliser les études de valorisation des données.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Animer et encadrer l'unité de 12 personnes. Préparer, en liaison avec les délégués filières et IAA et les services du Ministère l'élaboration des dispositifs d'aides et leur mise en œuvre. Définir, mettre en place et superviser les procédures de gestion des aides. Suivre les indicateurs de gestion et de paiement des aides. Recevoir les missions de contrôle interne, audits ou contrôles externes.	
Champ relationnel du poste	Interne FranceAgriMer, MAAF et services déconcentrés, Commissariat Général à l'Investissement et ministères membres du comité de pilotage P3A, demandeurs d'aide.	
Compétences liées au poste	**Savoirs/Connaissances :**	**Savoir-faire/Maîtriser :**
	- Economie agricole et agro alimentaire ; - Connaissance des filières agricoles, des produits et des marchés ; - Analyse financière et stratégique des entreprises ; - Connaissance de l'encadrement communautaire des aides d'état.	- Manager une équipe ; - Gestion de projet en réseau ; - Elaborer et mettre en œuvre des procédures ; - Piloter l'activité dans le respect des délais et des critères quantitatifs et qualitatifs exigés ; - Exprimer des besoins informatiques pour le développement d'applicatifs adaptés.
Personnes à contacter	- Pierre-Yves BELLOT, Directeur des Interventions – Tél. : 01.73.30.30.13 pierre.yves@bellot@franceagrimer.fr - Frédéric DOUEL, chef du service aides nationales, appui aux entreprises et à l'innovation – Tél. : 01.73.30.30.60 frederic.douel@franceagrimer.fr - Dany GAIGNIOT, chef de l'unité développement des RH – Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr	

Date limite de dépôt de candidature : 06 novembre 2015

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Institut Français du Cheval et de l'Équitation
Route de Troche
19130 ARNAC – POMPADOUR

Responsable de mission assistance à maîtrise d'ouvrage (AMOA) (F/H)

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste :
Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2</td><td>Cotation part fonction PFR :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. Il est issu du rapprochement des Haras Nationaux et de l'École Nationale d'Équitation.
Conformément au contrat d'objectifs et de performance 2014-2017 signé avec ses tutelles, l'Ifce a pour principales missions de :
- Organiser de nouvelles modalités d'appui à la filière, pertinentes et efficaces ;
- Accompagner le sport de haut niveau ;
- Renforcer la recherche, le développement, le transfert de connaissances ;
- Vulgariser et diffuser les résultats en vue d'une appropriation par tous les acteurs socio-économiques ;
- Développer une formation professionnelle adaptée aux besoins exprimés ;
- Garantir la traçabilité et l'identité des équidés ;
- Valoriser son patrimoine matériel et immatériel.
La mise en oeuvre des actions concourant à ces objectifs fait l'objet d'un projet d'établissement écrit en 2015.
L'IFCE assure des missions de service public pour la filière équine française.
Il est notamment chargé de la tenue du fichier central des équidés stationnés en France, le Système d'Information Relatif aux Equidés (SIRE).
Au sein de l'IFCE :
- La Direction SIRE gère la tenue de l'état civil des équidés afin d'assurer la traçabilité sanitaire (identification, suivi des propriétaires et lieux de détention, suivi sanitaire) et la sélection des équidés (gestion des stud-books, émission des documents d'identification, gestion des données zootechniques). Elle regroupe près de 100 personnes basées à Pompadour et dégage plus de 7 M€ de chiffre d'affaires.
Le DOSI (Département opérationnel des systèmes d'information de l'Ifce) assure le management des Systèmes d'Information.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Le service Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMOA) du SIRE est garant du bon fonctionnement du système d'information.
A ce titre, il doit :
- Concevoir et mettre en oeuvre les évolutions de la base de données et des services aux utilisateurs afin de répondre aux demandes des utilisateurs et des partenaires de l'Ifce, et d'accompagner les évolutions réglementaires, technologiques et de procédures ;
- Maintenir la cohérence du système en accompagnant les utilisateurs et en assurant certaines tâches d'exploitation et de paramétrage ;
- Promouvoir l'utilisation du système en assurant formation, conseil et partage de connaissances.
Le / la chargé(e) de mission AMOA assure les différentes missions du service sur un ensemble défini d'applications et de services.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Faire vivre le système :
- Analyser les problèmes et mettre en place les solutions ;
- Intervenir sur les données ;
- Réaliser certaines tâches d'exploitation (extractions, traitements…).
Faire évoluer le système :
- Recenser les besoins ;
- Concevoir des solutions fonctionnelles ;
- Piloter les réalisations et recetter les développements.
Faire connaître le système :
- Assurer le support et l'information des utilisateurs ;
- Apporter de l'expertise métier et technique pour les autres services ;
- Enrichir la base de connaissance du SI (wiki).</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Vous serez en contact avec la maîtrise d'ouvrage, différents utilisateurs finaux internes du SIRE ou externes, les services de l'établissement impliqués dans les projets et le DOSI, en particulier les responsables d'application (maîtrise doeuvre).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>De profil ingénieur agro ou agri, vétérinaire, ou possédant une formation ou une expérience d'assistance à maîtrise d'ouvrage, vous disposez de :
- Bonne maîtrise des outils informatiques, avec notion de base de données ;
- Expérience (y compris stage) de la gestion de projets système d'information ;
- Compétences en description de processus système d'information, en expression des besoins ;
- Pratique de la méthodologie de recettes ;
- Connaissance de la filière cheval et du SIRE serait un plus.</td><td>- Aisance relationnelle et capacité à travailler en équipe ;
- Esprit d'analyse, de rédaction et de synthèse ;
- Aptitude à la conception de projets et à l'organisation ;
- Aptitude à l'écoute de l'environnement, à la négociation ;
- Aptitude à l'animation, à la formation, à la communication.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">- Mme Frédérique Roger-Viaud, Responsable unité AMOA SIRE 2 – Tél. : 05.55.97.10.33
Mail : frederique.viaud@ifce.fr
- Mme Sabrina Sciarra, Responsable unité AMOA SIRE 3 – Tél. : 05.55.73.83.67
Mail : sabrina.sciarra@ifce.fr</td></tr>
</table>

Conservatoire du littoral

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres recrute un(e) :

Directeur adjoint (H/F)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 160 000 ha situés sur le littoral, dont 90 000 ha en pleine propriété. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est d'acquérir 200 000 ha. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre mer). Ces délégations, qui constituent les services déconcentrés de l'établissement, sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la mission de propriétaire sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

Description du poste

Sous l'autorité de la directrice, le directeur-adjoint participe à la direction et au pilotage de l'établissement.

Description des missions

Le directeur-adjoint est chargé :

- de suppléer la directrice et de représenter l'établissement;
- de participer à la direction de l'établissement : pilotage et animation des services, arbitrages dans les domaines technique, financier et managérial, organisation et fonctionnement général de l'établissement, suivi de la performance, réflexions stratégiques, relations avec le ministère de tutelle et avec les autres ministères techniques, communication interne et externe, dialogue social, participation aux réunions des conseils de rivages...
- de piloter certains dossiers transversaux comme la préparation des conseils d'administration, l'élaboration et le suivi du contrat d'objectifs et de performance, la mise en œuvre du projet d'établissement, le rapport annuel d'activité, certains partenariats nationaux (avec le GIP ATEN, Rivages de France...), les CPER et les fonds européens ainsi que de tout dossier à la demande de la directrice selon les priorités d'action;
- du suivi plus particulier de l'activité de certaines délégations ou services.

Il a autorité sur l'ensemble des agents mais ne constitue pas un échelon hiérarchique en soi.

Profil et compétences requises

Poste de catégorie A+, ouvert à un agent fonctionnaire dans le cadre d'un détachement ou à un agent contractuel de droit public. Ce poste requiert les compétences suivantes :

- capacité d'engagement personnel dans l'encadrement d'une structure de taille modeste mais porteuse d'une mission complexe à forts enjeux et d'une culture marquée
- qualités d'organisation et de management
- connaissance de l'administration et des procédures interministérielles et des spécificités d'un établissement public
- expérience des politiques, des outils et des acteurs de la protection de l'environnement, au niveau local comme national
- qualités relationnelles et expérience de négociation
- qualité d'expressions écrite et orale
- autonomie et sens des responsabilités
- esprit de synthèse et qualités analytiques

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **à compter du 1er janvier 2016.** Il est localisé à Rochefort (17).

Le directeur-adjoint sera amené à se déplacer très fréquemment dans le cadre de sa mission, à Paris et dans les délégations de rivages.

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation), accompagnés du dernier arrêté de situation administrative, sont à faire parvenir au plus tard **le 10 novembre 2015** :

Par courrier à :
Madame la directrice du Conservatoire du littoral
4 place Denfert-Rochereau, 75014 Paris

Ou par messagerie à :
c.delacroix@conservatoire-du-littoral.fr
e.terny@conservatoire-du-littoral.fr
v.panza@conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements sur le poste : Odile GAUTHIER, directrice,
courriel : o.gauthier@conservatoire-du-littoral.fr

Appel à candidatures
Chargé(e) de mission – Activités en milieu marin

Contexte

Créé en 2012, le Parc national des Calanques est le plus grand parc national marin en France avec plus de 140 000 ha de surface en mer et une étendue depuis l'archipel du Frioul à Marseille dans les Bouches-du-Rhône à la Pointe fauconnière à Saint-Cyr-sur-Mer dans le Var, et jusqu'à 12 miles nautiques des côtes.
Situées en périphérie de la Métropole, les activités maritimes touristiques et de loisirs sont fortement représentées : site de plongée historique en France, premier pôle de plaisance en France, activité de visite des calanques en bateau générant d'importants flux de fréquentation…
La multiplicité des usages et la concentration de la fréquentation sur certains sites très attractifs à certaines périodes de l'année nécessitent l'organisation des usages et l'incitation aux « bonnes pratiques » sur le territoire d'exception qu'est le Parc national des Calanques.

Le (la) Chargé(e) de mission « Activités en milieu marin » assurera, au sein du Pôle « Usages et activités » du Parc national des Calanques, la planification, la mise en place, l'animation et le suivi des différentes actions de l'établissement public relatives aux activités professionnelles et de loisirs en milieu marin (à l'exclusion de la pêche professionnelle et de loisirs) : **plongée sous-marine, plaisance, navigation, transport de passagers, whale-watching, snorkeling et sentiers sous-marins, gestion portuaire**.

Le Parc national des Calanques développe des collaborations étroites sur ces sujets avec le Parc national de Port Cros, l'Agence des aires marines protégées et les services de l'Etat et des collectivités locales.

Profil recherché

Poste de catégorie A, ouvert en priorité aux agents titulaires de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de mutation ou de détachement.

Rattachement hiérarchique

La Responsable du pôle usages et activités.

Missions

Le (la) Chargé(e) de mission est le référent(e) du Parc national sur les thématiques liées aux activités professionnelles et de loisirs en milieu marin.

Activités principales

Le (la) Chargé(e) de mission sera principalement chargé(e) de :

Connaissance des pratiques et des usages

- Développer et améliorer les connaissances inhérentes aux activités socioéconomiques en lien avec les acteurs professionnels et de loisir et leurs structures représentatives dans

les domaines de la plongée sous-marine, la plaisance, la navigation, le transport de passagers, le whale-watching, le snorkeling et les sentiers sous-marins, la gestion portuaire ;

- Contribuer à l'acquisition de données de fréquentation relatives à ces activités, dans le cadre des actions et études menées par le Parc.

Conduite de projets

- Organiser et animer les concertations, élaborer et suivre la mise en œuvre des différents appels à projets et mesures de gestion relatives la pratique durable de ces activités et à l'organisation des usages en mer dans le périmètre du Parc ;

- Animer le réseau de partenaires, élaborer des partenariats, chartes de bonnes pratiques et autres outils de collaboration avec les acteurs du monde professionnel et de loisirs.

Réglementation

- Organiser et animer la concertation avec les services de l'Etat, les instances représentatives des acteurs professionnels ou de loisirs afin d'élaborer les propositions de mesures réglementaires qui pourront être soumises par le Conseil d'administration du Parc aux autorités compétentes ;

- Réaliser une veille juridique locale, nationale et européenne sur le cadre juridique applicable à ces activités ;

- Instruire les demandes d'autorisation concernant les manifestations nautiques et les navires de transport de passagers (police administrative), expertiser les avis demandés au Parc sur tout projet connexe.

Connaissances requises

- Contexte socio-économique et touristique côtier méditerranéen, et plus particulièrement enjeux des activités maritimes et problématiques environnementales ;
- Fonctionnement des instances représentatives des activités professionnelles et des fédérations et associations liées aux activités de loisirs ;
- Cadre juridique et technique : code de l'environnement, code des transports.

Profil souhaité

Diplômé de l'enseignement supérieur (Cadre A ou Bac + 5 dans le domaine marin) et expérience d'au moins 5 ans sur un poste similaire requise.

Compétences

- Médiation et concertation
- Animation de réunions
- Animation de réseaux d'acteurs
- Autonomie et esprit d'initiative
- Rigueur et organisation
- Bonne qualité rédactionnelle
- Aptitude au travail en équipe et de terrain en mer
- Maîtrise des outils informatiques et statistiques
- Maitrise de l'anglais souhaitée
- Permis côtier
- Compétence complémentaire : pratique de la plongée sous-marine – niveau 2.

Localisation

Siège du Parc national des Calanques, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Date de prise de poste souhaitée

Le 01/01/2016.

Modalités de dépôt des candidatures

Candidature pour le poste de **CHARGE DE MISSION ACTIVITES MILIEU MARIN**

Adresser une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :
Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
Impasse Paradou Bât. A4
13009 Marseille
ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter le 04 20 10 50 00.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 30/10/2015.
Les auditions des candidats sélectionnés auront lieu le 4/11/2015 à Marseille.
Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. La non-réception d'une convocation à l'audition équivaut à un rejet de candidature.
Tous les candidats qui auront postulé recevront une réponse par courrier à la fin de la procédure, courant février.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Préfecture du Cantal
Cours Monthyon
BP 529
15005 AURILLAC CEDEX

Chef(fe)du Service Interministériel départemental des systèmes d'information et de communications

N°du poste :	**Catégorie : A**	
Classement parcours professionnel postes catégorie	**Cotation part fonction PFR :**	
Poste susceptible d'être vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	Le titulaire du poste est placé sous l'autorité hiérarchique du secrétaire général de la préfecture du Cantal. Les missions sont exercées sur la base de l'article 10 du décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'application de l'aménagement et de la réduction du temps de travail.	
Objectifs du poste	Conduire la mise en œuvre des orientations stratégiques en matière de systèmes d'information et de communication au niveau départemental telles que définies par la DINSIC, les ministères du périmètre RéATE départemental et les décideurs locaux. Cette mission se focalisera dans un premier temps sur l'intégration des ressources SIC départementales au sein de la nouvelle structure SIDSIC en veillant à garantir : - Le maintien du niveau de service actuel ; - Une amélioration de ce niveau de service à moyen terme. L'adjoint au chef de service assurera l'intérim pendant les absences du chef de service.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Décliner et mettre en œuvre la stratégie de la fonction SIC départementale en intégrant les orientations stratégiques nationales (Ministères et DINSIC) et les attentes des décideurs locaux (SG de préfecture et directeurs de DDI). Assurer le pilotage opérationnel quotidien des agents SIDSIC en visant à optimiser la gestion des ressources disponibles et en veillant à assurer la continuité de service et la gestion de crise. Assurer le pilotage technique des services. Contribuer au développement personnel et professionnel des agents SIC de son équipe. Harmoniser et professionnaliser les pratiques issues des différentes structures d'origine. Conduire la mise en œuvre des chantiers de convergence et de mutualisation afin d'optimiser les ressources SIC locales. Se tenir informé sur l'évolution des technologies et des offres de service ministérielles et externes. Gestion administrative et financière. Gestion des commandes et suivi des contrats et marchés. Tendances d'évolution : - Facteurs clés d'évolution des SIC à moyen terme ; - Convergence des SIC à l'échelle départementale ; - Formalisation de la relations client – fournisseur entre la fonction SIC et utilisateur ; - Rythme et ampleur de l'évolution des technologies et impacts sur les systèmes départementaux ; - Impact sur l'emploi du responsable SIDSIC ; - Gestion orientée d'avantage vers les résultats.	
Champ relationnel du poste	<u>Liaisons fonctionnelles</u> : - Préfectures, Directions départementales interministérielles du département ; - Directions régionales et/ou autres structures administratives en fonction des conventions passées et des prestations offertes ; - Direction interministérielle des Système d'Information, du Numérique et de la Communication (DINSIC).	
Compétences liées au poste	**Savoirs :** Architecture et fonctionnalité des systèmes d'information et de communication : - Configuration et maintenance des environnements de travail ; - Ingénierie et administration des serveurs ; - Ingénierie et administration réseaux ; Normes et processus de qualité notamment en termes de : - Gestion de service (ex : ITIL) ; - Gestion de projet ; - Normes et procédures de sécurité. **Savoir-être** - Avoir le sens des relations humaines ; - Savoir s'adapter ; - Savoir communiquer ; - Savoir s'exprimer oralement.	**Savoir Faire** - Capacité d'encadrement et d'organisation d'un service (gestion de la charge de travail des agents, gestion des priorités et des urgences) ; - Capacité à mettre en œuvre et assurer le bon déroulement au niveau local des projets de transformation définis au niveau national ; - Aptitude à communiquer avec transparence et pédagogie auprès des décideurs locaux et des collaborateurs Aptitude à mettre d'accord les multiples clients (préfecture et DDI) sur les orientations des SIC départementaux ; - Capacité à animer des réunions et groupes de travail ; - Capacité d'écoute et de dialogue avec les collaborateurs et l'équipe.
Personnes à contacter	Philippe GERARD - Adjoint au chef de service	

Tél. 01 42 75 82 12 – Fax : 01 42 75 77 00 – Courriel : christian.falconnet@.pm.gouv.fr
– 18, rue Vaneau - 75700 PARIS –

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Préfecture d'Eure-et-Loir
1 place de la République 28019 CHARTRES

Chef(fe) du service Interministériel départemental des systèmes d'information et de communications

N° du poste : **Catégorie :** A+, A confirmé / Ingénieur SIC		
Classement parcours professionnel postes catégorie	**Cotation part fonction PFR :** /	
Poste susceptible d'être vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	Le Service Interministériel Départemental des Systèmes d'Information et de Communications est chargé de mettre en œuvre localement les orientations nationales définies par la DISIC. Il assure l'opérationnalité de l'ensemble des systèmes d'information et de communications (infrastructures réseaux – informatique – télécommunications – standard téléphonique) qui relèvent de sa compétence dans le périmètre de la préfecture, des sous-préfectures et des directions départementales interministérielles (DDCSPP et DDT). L'effectif de référence du SIDSIC est de 16 agents. Actuellement le service est composé de 15 agents répartis de la façon suivante : Le chef du SIDSIC (A), un adjoint (B), une gestionnaire budgétaire (C), 7 techniciens (5B, 2C) et 5 standardistes (C).	
Objectifs du poste	Conduire la mise en œuvre des orientations stratégiques en matière de systèmes d'information et de communication au niveau départemental.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	<u>Volet managérial</u> : - Assurer l'intégration des ressources SIC départementales au sein du SIDSIC et dans ce cadre garantir le maintien du niveau de service actuel et son amélioration par la mise en place et le suivi des conventions de services. - Assurer le pilotage opérationnel quotidien des agents SIDSIC en visant à optimiser la gestion des ressources disponibles et en veillant à assurer la continuité de service et la gestion de crise. - Contribuer au développement personnel et professionnel des agents SIC de son équipe. - Harmoniser et professionnaliser les pratiques issues des différentes structures d'origine. <u>Volet technique et opérationnel</u> : - Décliner et mettre en œuvre la stratégie de la fonction SIC départementale en intégrant les orientations stratégiques nationales (ministères et DISIC) et les attentes des décideurs locaux (SG de Préfecture et Directeurs de DDI). - Assurer le pilotage technique et des services. - Conduire la mise en œuvre des chantiers de convergence et de mutualisation afin d'optimiser les ressources SIC locales. - Actualiser en permanence ses connaissances en fonction des évolutions technologiques <u>Spécificités du poste / Contraintes / Sujétions</u> - Capacité d'encadrement et d'organisation d'un service (gestion de la charge de travail des agents, gestion des priorités et des urgences). - Capacité à mettre en œuvre et assurer le bon déroulement au niveau local des projets de transformation définis au niveau national. - Capacité à animer des réunions et capacité d'écoute et de dialogue avec les collaborateurs de l' équipe . - Aptitude à communiquer avec transparence et pédagogie auprès des décideurs locaux et des collaborateurs. - Aptitude à mettre d'accord les multiples clients (Préfecture, DDI) sur les orientations des SIC départementaux. Pilotage des relations avec les sous-traitants et évaluation.	
Champ relationnel du poste	Tous les services de la préfecture et des sous-préfectures ; les directions départementales interministérielles (DDCSPP, DDT) ; les directions régionales et/ ou autres structures administratives en fonction des conventions passées et des prestations de service offertes ; la direction interministérielle des systèmes d'Information et de Communication (DISIC) ; le Service de Zone des SIC au SGAMI de Rennes ; la direction régionale des SIC (DRSIC) de Tours ; les différents prestataires et opérateurs de services privés et sociétés commerciales d'informatique et de télécommunications.	
Compétences liées au poste	**Savoirs** - Connaître l'environnement professionnel / niveau maîtrise requis	**Savoir-faire** - Savoir s'adapter / niveau maîtrise requis - Savoir Communiquer / niveau maîtrise requis

Tél. 01 42 75 82 12 – Fax : 01 42 75 77 00 – Courriel : christian.falconnet@.pm.gouv.fr
– 18, rue Vaneau - 75700 PARIS –

	- Avoir des compétences budgétaires et comptables / niveau pratique requis - Avoir des compétences sur l'architecture et les fonctionnalités des réseaux et systèmes d'informations et de communications / niveau maitrise requ	- Avoir le sens des relations humaines / niveau maîtrise requis
	- Avoir des connaissances sur les Normes de Sécurité, les processus de qualité et avoir des notions de droit public (statut des personnels, marchés publics) et de droit en matière des technologies de l'information et de la communication / niveau maîtrise – requis - Savoir manager / niveau maîtrise requis - Savoir analyser / niveau maîtrise requis - Savoir rédiger / niveau ma *Autre : Poste à la croisée des domaines administratifs et techniques*	
Personnes à contacter	Carole PUIG-CHEVRIER (Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir) – Tél : 02.37.27.70.06 **Candidature à transmettre avant le 20 octobre 2015**	

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Préfecture du Tarn-et-Garonne
2 allée de l'Empereur
B.P. 779
82000 MONTAUBAN cedex

Chef(fe) du Service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication

Catégorie : A		
Poste vacant		
Présentation de l'environnement professionnel		
Objectifs du poste	- Piloter la mise en œuvre des orientations stratégiques définies par la DISIC et les ministères du périmètre RéATE, en matière de systèmes d'information et de communication au niveau départemental ; - Manager un équipe interministérielle de technicien SIC et les agents du standard ; - Participer aux missions qui entrent dans le cadre du pôle « Données ».	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Décliner et appliquer la stratégie de la fonction SIC départementale ; - Assurer la gestion administrative et financière des budgets alloués ; - Produire des indicateurs de fonctionnement, tableaux de bord ; - Gérer de façon pro-active les stocks, gérer l'inventaire, passer les commandes, suivre les contrats et marchés ; - Veiller à la bonne gestion du standard ; - Organiser et planifier les tâches des équipes, proposer l'avancement, la modulation et la notation des agents SIC et des agents du standard, mener leur entretien professionnel ; - Participer au CODIR de la préfecture et à celui de la DDT ; - Assurer l'interfaçage avec les offres de service non portées par le SIDSIC, tel le SIG, dont les compétences métier sont intégrées à la DDT ; - Administrer les bases de données locales, comprenant l'installation et la configuration de celles-ci, l'administration proprement dite, le maintien de la disponibilité, de la cohérence et de la sécurité des bases, la définition et l'implémentation des accès aux données ainsi que la gestion du droit des données locales ; - Expertiser et développer des applications locales dans les domaines où les besoins s'expriment en l'absence d'applications nationales ; - Prise en charge des aspects réglementaires liés aux applications et aux bases de données.	
Champ relationnel du poste	Agents de la préfecture et des DDI, agents du service, équipes de direction, intervenants d'administrations nationales, zonales, régionales et interdépartementales, sociétés prestataires de services en matière de SIC.	
Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	- Procédures budgétaires, comptables, les marchés publics, l'environnement administratif, les procédures rédactionnelles ; - Techniques de communication ; - Gestion de bases de données ; - Outils de développement d'applications locales ; - Réglementations liées aux applications et aux bases de données.	- Capacité d'encadrement et d'organisation d'un service, de travail en équipe ; - Rigueur,écoute et dialogue ; - Capacité d'anticipation des situations critiques et délicates ; - Gestion et développement des compétences ; - Travail en réseau ; - Aptitude à l'évolution permanente ; - Sens du service public.
Personnes à contacter	- M. Jean-Michel Delvert, Secrétaire général de préfecture de Tarn-et-Garonne Tél. : 05.63.22.82.03 Mail : jean-michel.delvert@tarn-et-garonne.gouv.fr **Candidature à transmettre avant le 20 octobre 2015**	

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Allier
Service Interministériel Départemental des Systèmes d'information et de communication
20, rue Aristide Briand – 03400 YZEURE

Informaticien(ne)

N° du poste :	**Catégorie : B**	
Classement parcours professionnel postes catégorie A : /	**Cotation part fonction PFR : /**	
Poste susceptible d'être vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	Le SIDSIC de l'ALLIER est un service interministériel qui gère les systèmes d'information de la Préfecture, de la DDT et de la DDCSPP. Il est composé de 7 agents.	
Objectifs du poste	Assurer le déploiement, le suivi et la maintenance préventive et curative des systèmes d'informations.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Administration des serveurs et réseaux. Gestion du parc informatique, y compris achats. Assistance utilisateurs. Gestion des matériels d'impression. Gestion de la téléphonie fixe et mobile.	
Champ relationnel du poste	L'agent est placé sous l'autorité fonctionnelle du chef du SIDSIC et sous l'autorité hiérarchique du Secrétaire Général de la Préfecture en coordination avec la directrice de la DDCSPP. Relations avec l'ensemble des acteurs des systèmes d'information des ministères, les fournisseurs.	
Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	- Environnement WINDOWS et LINUX ; - En bureautique, Suite Microsoft Office, Libre Office ; - Réseaux et infrastructure.	- Sens de la communication ; - Travail en équipe ; - Capacité d'adaptation ; - Rigueur dans l'exécution des tâches ; - Discrétion et confidentialité.
Personnes à contacter	M.BUGNON, chef du SIDSIC – Tél. : 04.70.48.30.27	

Tél. 01 42 75 82 12 – Fax : 01 42 75 77 00 – Courriel : christian.falconnet@.pm.gouv.fr
– 18, rue Vaneau - 75700 PARIS –

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de Dordogne
Service Interministériel Départemental des Systèmes d'information et de Communication
Cité administrative
24000 PERIGUEUX

Informaticien(ne)

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste :
Catégorie : B</td></tr>
<tr><td colspan="2">Classement parcours professionnel postes catégorie A : /</td><td>Classement parcours professionnel postes catégorie A :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Le SIDSIC est chargé de mettre en œuvre les orientations définies par la DISIC et d'assurer l'opérationnalité des SI via un soutien aux Directions Départementales Interministérielles (DDI) et à la préfecture en termes d'assistance utilisateurs, d'installation et de maintenance.
Le SIDSIC est composé de 16 agents, dont 6 standardistes.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Assurer la continuité des systèmes d'information des services de l'État.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Définir et maintenir les environnements de travail informatiques des agents
Assurer le support de proximité auprès des agents.
Analyser et résoudre les incidents.
Administration des serveurs, des réseaux et des domaines.
Correspondant local SSI.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Liaisons hiérarchiques :
- Le Secrétaire général- Chef de Service - Chefs de Pôle ;
Liaisons fonctionnelles :
- Directeurs DDI - DISIC - DSI ministérielles - services territoriaux SIC.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Compétences liées au poste :</td></tr>
<tr><td>- Avoir des compétences en informatiques– niveau expert requis.</td><td>- Connaître l'environnement professionnel.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">- M. IMBERDIS Sébastien, Chef du SIDSIC –
Tél. : 05.53.02.25.90/06.07.06.49.49
sebastien.imberdis@dordogne.gouv.fr
Candidature à transmettre avant le 20 octobre 2015</td></tr>
</table>

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Direction Départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations d'Ille-et-Vilaine
15 avenue de Cucillé
35919 RENNES Cedex 9

Administrateur(rice) des Réseaux et des Systèmes d'Information

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :
Catégorie : B</td></tr>
<tr><td colspan="2">Classement parcours professionnel postes catégorie</td><td>Cotation part fonction PFR :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Le service des systèmes d'information de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations est constitué d'une équipe de 2 personnes qui assurent la gestion et l'administration des systèmes d'information et de communication de l'ensemble de la DDCSPP (257 agents dont 100 sur 10 abattoirs) . Ce service a vocation à rejoindre le SIDSIC de la Préfecture en 2016.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Définir les procédures de gestion et administrer les composants système, d'infrastructures logicielles, de réseaux et de sites des systèmes d'information pour en assurer la cohérence, la qualité et la sécurité.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Mise en œuvre, maintenance des composants logiciels d'infrastructure.
Téléphonie.
Achats – Inventaire.
Gestion des incidents. Optimisation de l'usage des composants.
Assistance technique aux exploitants.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Tous les services DDCSPP et autres services dans le cadre du service mutualisé du SIDSIC pour la Préfecture, la DDTM et la DDCSPP.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Méthodes, processus et standards utilisés ;
- Architecture fonctionnelle et technique du système ;
- GLPI OCS Inventory ;
- Windows XP. 7 ;
- Windows 2003 et 2008 ;
- Résolution d'incidents, assistance dépannage.</td><td>- Anticiper les évolutions fonctionnelles et techniques ;
- Mettre en œuvre la charte d'utilisation et de sécurité du SI ;
- Evoluer et maîtriser des risques SIC.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">- Mme Sylvie PIEL, Secrétaire générale DDCSPP – Tél. : 02.99.59.96.82 sylvie.piel@ille-et-vilaine.gouv.fr
Candidature à transmettre avant le 20 octobre 2015</td></tr>
</table>

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Loire-Atlantique
10, boulevard Gaston Serpette
BP 53606
44036 NANTES CEDEX 1

Technicien(ne) réseaux informatiques au SIDSIC 44

N° de poste : **Catégorie : B**		
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : sans objet	**Cotation part fonction PFR :**	
Poste vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	Le SIDSIC44 est un service interministériel créé en février 2013. Il comprend l'ensemble des ressources informatiques des 4 services de son périmètre d'intervention : DDTM, préfecture, DDCS et DDPP. Il est composé de 17 agents du ministère de l'écologie, du ministère de l'intérieur et du ministère de l'agriculture. Le chef de service est placé sous l'autorité du Secrétaire Général de la préfecture. Le poste est basé à la DDTM avec des interventions possibles sur les 3 autres services. L'effectif du SIDSIC présent à la DDTM est de 5 agents Le SIDSIC est composé de 3 pôles opérationnels (Applications, Réseaux et Support). Le présent poste fait partie du pôle Réseaux.	
Objectifs du poste	- Assurer l'installation et le maintien en conditions opérationnelles des infrastructures et des équipements des réseaux informatiques ; - En particulier, assurer l'administration des serveurs et réseaux de communication et leur support ; - Participer aux mesures et à l'amélioration de la qualité des réseaux.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Administration des serveurs : - Installation et configuration des serveurs ; - Administration et supervision des serveurs ; - Maintenance et évolution des serveurs ; - Gestion des sauvegardes et restaurations. Administration des réseaux : - Gestion du câblage ; - Gestion des équipements réseaux ; - Gestion des équipements téléphoniques - Gestion des comptes utilisateurs. Assistance de niveau 2 sur les problématiques de systèmes, de bases de données et de réseaux (après réalisation d'un premier diagnostic). Participation ponctuelle aux missions d'autres pôles en fonction des besoins du service.	
Champ relationnel du poste	Préfecture et directions départementales interministérielles. Services techniques de niveau 2 des ministères : PNE... Prestataires externes ou privés.	
Compétences liées au poste	**Savoir :**	**Savoir-faire :**
	Connaissance d'ingénierie et d'administration en lien avec la politique de SSI : - De serveurs (Windows et Linux) ; - Des réseaux locaux et des interfaces avec les réseaux nationaux. Connaissance des normes et des procédures de sécurité. Connaissance en téléphonie mobile.	- Aptitude au travail en équipe ; - Qualités relationnelles ; - Capacité d'organisation ; - Capacité d'adaptation ; - Réactivité ; - Partage d'information.
Contacts	- Dominique ORCET, Chef du SIDSIC – Tél. : 02.40 41. 20. 94 mél : dominique.orcet@loire-atlantique.gouv.fr Candidature à transmettre avant le 20 octobre 2015	